

RB11-003(v.5)

Final Report :

RAPPORT FINAL

middle and high level staff development
BESOINS EN FORMATION DES CADRES DES NIVEAUX
SUPERIEUR ET MOYEN
needs within the sphere
of rural activities during the
1978-1982 period ;
LE DOMAINE DES ACTIVITES RURALES
pour la période 1978 - 1982 ;

Second part
2ème PARTIE ;

5. RAPPORT DE MISSION EN MAURITANIE

5. report of the Mission in Mauritania

TABLE DES MATIERES

	Pages
Table des sigles	2
Liste des contacts de travail	3

INTRODUCTION :

1 - La situation actuelle	4
1.1. La situation globale	5
1.2. La situation par spécialité	8
1.3. Cadres supérieurs et moyens	9
2 - L'évolution de la situation	10
3 - La situation en 1982	15

Documents annexes :

Annexe 1 - Tableaux détaillés par services
(a à i)

Annexe 2 - Assistance technique étrangère au Service du
Développement Rural.

TABLE DES SIGLES

CNERV	Centre National d'Etudes et de Recherches Vétérinaire.
GR	Genie Rural
RIM	République Islamique de Mauritanie
SONADER	Société Nationale du Développement Rural
VSN	Volontaire du Service National

Liste des contacts de travail

- PNUD :
- M. Boulares, Représentant résident adjoint,
 - M. A. Motel, Consultant PNUD.

Gouvernement Mauritanien :

- M. Bennahi Ould Ahmed Taleb, Secrétaire général Min. Dev. rural
- M. Moulaye Abdallah, Directeur de l'Hydraulique,
- Dr Diagana, Dr adjoint élevage,
- M. Diop Hassan, Direction du Plan,
- M. Kamara Harouna, Directeur du Génie rural,
- M. Mohamed Bokoum, Directeur général de l'Agriculture,
- M. Youba Ould Cheikh Benani, Directeur de la SONADER,
- M. Gaye Gandega, Directeur de l'Office Mauritanien des Céréales,
- M. Niass Moussa, Directeur adjoint Protection de la Nature,
- M. Bousogne, Conseiller technique, Direction Protection de la Nature,
- M. Marion, Conseiller technique, Direction de l'Agriculture,
- M. Anthelme, Conseiller technique, Fonction publique,
- M. Oumar Ould Goufeif, Directeur adjoint Travail.

- FAC :
- M. Removille, Ambassadeur de France,
 - M. Sorby, FAC.

- USAID :
- M. Klein, Directeur,
 - M. Charles Edwards, Affaires économiques,
 - M. Anderson, Programmes,
 - M. Langstrom, éducation - formation.

U.S. Peace Corps :

- M. Patrick Dumont.

- FED :
- M. Lesieur,
 - M. Pellas.

4

0.1. L'objet du présent rapport est d'esquisser pour la République Islamique de Mauritanie (R.I.M) la situation en ce qui concerne les cadres supérieurs et moyens concourant au développement rural

0.2. L'enquête sur le terrain s'est déroulée du 17 au 28 Octobre 1977. Toutefois les délais impartis de 15 jours pour l'enquête et la rédaction du rapport ainsi que les spécificités mauritaniennes n'ont pas permis de pousser l'analyse autant que désiré.

0.3. On notera également que :

- L'enquête a laissé de côté le secteur de la Pêche Maritime entièrement industrielle et hauturière qui ne peut être considérée comme faisant partie du développement rural.

- les transports ont fait l'objet d'une étude à part confiée à la firme J. BERGER dont le rapport vient d'être publié. Ils ne sont donc pas abordés dans ce document.

0.4. Par contre, le secteur enquêté couvre toutes les structures, départements et agences du développement rural en R.I.M. soit :

- la Direction de l'Agriculture et ses antennes sur le terrain,
- la Direction de la Protection de la Nature,
- la Direction de l'Elevage et ses annexes, le CNÉRV notamment,
- la Direction du Génie rural,
- la Direction de l'Hydraulique,
- la Direction du Plan,
- la Société Nationale du Développement Rural (SONADER)
- l'Office National des Céréales.

Il importe de noter que l'office chargé de la commercialisation du bétail (SONICOB) n'a pu être contacté. Toutefois il semblerait que la modicité des effectifs de cette Société, ne modifie pas considérablement les résultats globaux.

5

La méthode adoptée a été celle de l'interview directe des différents responsables, enquête éventuellement complétée par des documents que ces responsables nous ont parfois remis.

1. La Situation actuelle = 1977

1.1. La situation globale

1.1/1 Les tableaux détaillés par Direction ou Agence d'Etat font ressortir :

- 1 - les postes
- 2 - les niveaux correspondants
- 3 - les effectifs prévus
- 4 - les effectifs présents - occupés par un cadre qualifié
- occupés par un cadre sous qualifié
- 5 - les effectifs manquants
- 6 - les postes remplis par des expatriés

Pour alléger la lecture du rapport ces tableaux sont insérés en annexe 1 du document.

1.1/2 Il faut attirer l'attention du lecteur sur un point en ce qui concerne les effectifs prévus. C'est qu'en raison de la conjoncture le Budget en cours a été révisé dans un sens d'économie drastique et sa nouvelle version n'est pas disponible pour le public. Lorsque nous parlons de besoins il s'agit donc de chiffres discutés avec les hauts fonctionnaires responsables et non pas d'inscriptions budgétaires. Les besoins indiqués doivent donc être considérés comme un minimum indispensable pour assurer le fonctionnement des Services et la mise en oeuvre de la politique de développement rural prévue par le Plan National.

1.1/3 Le tableau récapitulatif de la situation des cadres au moment de l'enquête se présente donc comme suit :

La situation des Cadres du Développement rural
par Départements et Agences

	Prévus	Existants		Déficit	
		Qualifiés	sous qualifiés	manque	expatriés
<u>Direction de l'agriculture</u>					
Ministère	10	3	-	3	4
terrain	62	7	12	26	17
<u>Direction de la protection de la nature</u>	18	4	12	1	1
<u>Direction de l'Elevage</u>	31	3	14	11	3
<u>Direction du Génie rural</u>	12	3	2	3	4
<u>Direction de l'Hydraulique</u>	53	3	9	38	3
<u>Direction du Plan</u>	21	4	-	16	1
<u>SONADER</u>	36	13	5	-	18
<u>Office National des céréales</u>	24	3	17	2	3
<u>Total</u>	267	42	71	100	54
		113		154	
Pourcentage	100	15	27	38	20

Ces chiffres dans leur sévérité devraient se passer de commentaires.

1.1/4 En effet, sur 113 cadres nationaux, seuls 42 soit 15 % des besoins peuvent être considérés comme occupant des postes correspondant à leur qualification. 27 % des cadres sont sous qualifiés. Le déficit total est de 58 %, dont toutefois 20 % est comblé par des expatriés

de différentes assistances multi et bilatérales. Ce qui laisse encore apparaître un énorme déficit net de 38 %.

Cette situation entraîne un certain nombre de conséquences.

1. Les cadres supérieurs en place sont surchargés de travail, les obligations de leur fonction entraînant de nombreux déplacements à l'étranger.
2. Faute d'adjoints qualifiés, il ne peuvent déléguer leur travail et l'absence du responsable entraîne parfois l'arrêt total des activités du Département.
3. Les adjoints à leur tour, sans responsabilités ne sont pas aussi motivés qu'ils le devraient et cherchent une échappatoire dans l'obtention de bourses de perfectionnement Outre-Mer.
4. Le manque de cadres n'encourage pas les responsables de département à les laisser partir.
5. Quant aux experts étrangers, ils sont de plus en plus contraints de se consacrer à un travail d'administration courante qui dans une certaine mesure stérilise leur action.
6. Ces goulots d'étranglement à tous les niveaux paralysent l'administration du développement rural et expliquent à eux seuls, qu'aucun des plans nationaux de développement n'ait pu dans ce domaine atteindre ses objectifs.

La volonté de développement rural, malgré la priorité affirmée au plus haut niveau, ne peut en fait se traduire en termes d'action.

g

1.2. La situation par spécialité

1.2/1 Si l'on reclasse les besoins par grande spécialité la situation se présente comme suit :

Tableau des besoins pour quelques spécialités

Spécialité	besoins en 1977	Nationaux existants	Déficit		Couverture des besoins par des nationaux
			Expatriés	Manquant	
Agronomes	53	7	25	21	13 %
Ingénieurs Génie rural	9	3	5	1	33 %
Vétérinaires	23	3	5	15	13 %
Hydrologues, Hydrauliciens	28	2	2	24	7 %
Forestiers	4	2	1	1	50 %
Total	117	17	38	62	14 %

1.2/2 Ce tableau fait ressortir la situation du déficit pour quelques grands groupes de spécialités et fait donc apparaître les besoins immédiats de formation dans ces secteurs.

Les sondages qu'il a été possible d'effectuer font cependant ressortir quelques anomalies.

Chez les Forestiers par exemple, il existe deux ingénieurs de Nancy, mais aucun n'est en service dans le pays, l'un étant détaché à l'OMI, l'autre à la CAE. Le déficit réel est donc de 3 éléments.

Chez les vétérinaires, on note qu'il en existe 9, en compte à la Fonction publique, pour 3 réellement dans les structures.

- Un fait demeure, la Mauritanie en 1977 ne possède que 14 % des cadres supérieurs qui sont reconnus indispensables pour la réalisation de ses objectifs de développement.

A ce stade, il n'est plus question d'essayer d'établir des priorités, ni des calendriers. Toute assistance de formation s'avérera nécessaire et rentable d'où qu'elle vienne et quelle qu'elle soit.

1.3. Cadres supérieurs et moyens : la pyramide des niveaux

1.3/1 Au cours de cette étude les cadres ont été classés de la façon suivante :

- Niveau 1 (N_1) Baccalauréat plus au moins 4 ans d'études supérieures
- Niveau 2 (N_2) Baccalauréat plus 3 ans
- Niveau 3 (N_3) Baccalauréat plus 2 ans
- Niveau 4 (N_4) BEPC plus 4 ans

Selon les informations recueillies les besoins seraient surtout aigus pour les cadres de niveau 1 et de niveau 2 appelés à les seconder et/ou les remplacer.

1.3/2 Toutefois, selon le tableau fourni par la direction de ce service, on peut s'étonner que le fonctionnement des services de terrain relevant de la Direction de l'Agriculture requière :

- 38 spécialistes de niveau 1
- 7 spécialistes de niveau 2
- 11 spécialistes de niveau 3
- et 5 spécialistes de niveau 4

Nous ne pouvons que signaler cette apparente anomalie. En effet, seule une analyse des postes, département par département pourrait

répondre à la question. Ce travail long et délicat devra bien être entrepris un jour.

2. L'évolution de la situation

2.1. L'évolution de la situation - vers une amélioration s'entend-- dépend de l'interaction d'un certain nombre de facteurs dont les principaux sont les suivants :

1. La qualité de l'enseignement primaire et son orientation fondamentale
2. La production du système secondaire
3. Les institutions nationales de formation spécialisée
4. L'orientation des diplômés du secondaire vers les carrières du développement rural
5. La politique du Ministère de la Fonction publique
6. La politique nationale de développement rural

2.1/1. La qualité de l'enseignement primaire et son orientation

A cet égard il ne semble pas que la formation primaire soit de nature à sensibiliser particulièrement les jeunes vers sinon des carrières, du moins une attitude d'intérêt vis-à-vis du monde rural. Le problème est reconnu. Nous ne le mentionnons que pour mémoire.

2.1/2. La production du système secondaire

- a) pour les cadres moyens. Jusqu'à une époque récente le BEPC apparaissait comme le diplôme de base suffisant pour accéder aux différentes écoles régionales et sous régionales de formation comme Bambey au Sénégal pour l'agriculture ou Banco en Côte d'Ivoire pour les eaux et forêts.

Or ces écoles viennent de relever leurs niveaux d'admission et désormais le Baccalauréat plus une année de préparation est exigé.

Cela revient pratiquement à fermer les carrières de cadre moyen de développement rural aux jeunes mauritaniens titulaires du seul BEPC. Seule leur sera ouverte l'Ecole de Kaedi dont le fonctionnement sera brièvement analysé ci-dessous .

b) pour les cadres supérieurs.

Les carrières du développement rural sont en principe ouvertes aux titulaires du Baccalauréat scientifique séries C et D.

En 1975 la production de bacheliers de ce profil a été de 55 sur un total de 142 diplômés. L'Education Nationale a pour objectif d'atteindre en 1980 une production annuelle de 100 bacheliers sciences C et D.

On va donc se trouver - si ça n'est déjà pas le cas - devant un sérieux déficit de bacheliers sciences, ceux-ci préférant en priorité les carrières ouvertes par l'Ecole Nationale d'Administration, à laquelle viendra s'ajouter l'appel du futur Institut polytechnique en construction.

Donc si un effort supplémentaire n'est pas consenti par l'Education Nationale pour augmenter le nombre des bacheliers-sciences on ne peut s'attendre à une notable amélioration de la situation déficitaire dans les prochaines années.

2.1/3. Les Institutions nationales de formation spécialisée.

a) pour les cadres moyens

Il existe à Kaedi une Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation agricole. Cette école fonctionne depuis 1965. A ce jour, en ce qui concerne les cadres moyens, sa production a été la suivante :

- 24 conducteurs d'agriculture
- 14 assistants d'élevage
- 11 contrôleurs des eaux et forêts

soit en 12 ans 49 cadres moyens, dont une partie d'ailleurs d'un niveau de recrutement inférieur au BEPC (1);

L'école est en cours de réorganisation, elle doit se concentrer sur la formation des cadres moyens.

Il est prématuré de porter un jugement sur la qualité des cadres qui seront ainsi formés. L'expérience passée a amené nos différents interlocuteurs à être très réservés quant à l'avenir.

Or on a vu que les différentes Ecoles africaines se ferment aux titulaires du BEPC. Kaedi est donc pour la formation des cadres moyens, l'école de la dernière chance.

b) Pour les cadres supérieurs.

Le recrutement des cadres supérieurs s'effectue à travers le système de bourses à l'étranger.

En 1975-76, 850 mauritaniens environ étaient en cours d'étude à l'étranger. La majorité d'entre eux étant d'un niveau supérieur au Baccalauréat.

(1) En outre le rapport d'évaluation PNUD/FAO de mars 1977 a établi le coût de formation per capita à US \$ 44.000.

La répartition par spécialité était la suivante :

Agronomie	33
Agriculture	10
Hydrologie	5
Pêche	4
Elevage	3
Machinisme agricole	2
Sciences économiques	53
Statisticiens	33
Autres	700

Total 843

On observera que seul 7 % environ de ces étudiants se destinent au développement rural.

En 1976-1977, toujours en ce qui concerne les carrières "rurales" se sont ajoutés à ce courant : 15 nouveaux étudiants en agriculture, et 5 en élevage. Il n'y a donc pas eu d'amélioration marquée.

Quant aux Institutions supérieures conduisant à des spécialités "rurales" il n'en existe pas en Mauritanie.

A signaler cependant un intéressant effort de l'Ecole Nationale d'Administration qui dans son cycle "économique supérieur (Bac + 5 ans) vient d'introduire une spécialisation "économie rurale".

La première promotion de 11 candidats doit sortir en 1980.

Il n'a pas été possible d'obtenir la répartition géographique des étudiants mauritaniens dans le développement rural. Citons cependant, parmi les pays distributeurs de bourses dans ce domaine ; la France, l'URSS, la Roumanie, les USA, l'Egypte, l'Italie, la Lybie, la Belgique et le Canada, la RFA et l'Espagne.

Il n'est pas exclu que des formations dans des systèmes forcément différents ne posent ultérieurement de difficile problèmes d'intégration.

2.1/4 L'orientation des diplômés de l'enseignement secondaire vers les carrières du développement rural.

L'attribution des bourses et la répartition géographique des boursiers entre les différents pays donateurs est du ressort de la Commission Supérieure des Bourses dépendant de l'Education Nationale.

Nous avons été surpris d'apprendre qu'aucun représentant de la Direction de l'Agriculture ne siègeait à cette Commission.

2.1/5 Le rôle du Ministère de la Fonction publique.

Il appartient à ce Ministère, au retour des nouveaux diplômés d'établir les équivalences de diplômes et de se prononcer sur le niveau d'intégration dans la grille indiciaire de la Fonction publique.

Il semblerait qu'un goulot d'étranglement se situe à ce niveau et que les retards apportés à la solution de ces problèmes, découragent les candidats et ralentissent les recrutements.

2.1/6 La politique nationale de développement rural.

De nombreux freins au processus de motivation de formation et de recrutement des cadres du développement rural pourraient être cependant levés, sans augmentation de crédit, ou addition de personnel, par une amélioration du fonctionnement de l'ensemble de la machine administrative.

Mais nous estimons que cela ne peut être fait sans l'engagement

15

personnel et la volonté active des hauts responsables de l'Etat. Faute de quoi le développement rural Mauritanien continuera à être beaucoup plus un sujet de discours, qu'une réalité inscrite sur le terrain, situation d'autant plus paradoxale que les cadres responsables sont pleinement conscients de cette priorité.

3, La situation en 1982

3.1. Compte tenu de ce qui précède, quelle sera la situation des cadres du développement rural en 1982 ?

- Le présent Plan se termine en 1980. On sait déjà que pour de nombreuses raisons, il ne sera pas réalisé. 1982 se situe dans le domaine du plan ultérieur dont personne encore ne connaît les orientations.

3.2. Nous sommes obligés de raisonner comme si les besoins en 1982 étaient identiques à ceux de 1977. Notre hypothèse est donc l'hypothèse des besoins minimaux.

On ne connaît pas en outre, ni on ne peut prévoir la cadence des sorties de l'Ecole de Kaedi.

Ceci signifie que pour plusieurs années le recrutement des cadres du développement rural à tous les niveaux, sera directement fonction de la production par l'Education nationale des Bacheliers de série C et D.

3.3. On sait d'autre part qu'il existe pour le groupe Agronomes, G.R, vétérinaires, Hydrauliciens, Forestiers un déficit net de 100 personnes.

A l'heure actuelle les boursiers correspondant à ce profil sont 71. Sans connaître le degré d'avancement des études des boursiers actuels, on ne peut retracer une courbe progressive,

mais on peut, en supposant 20 % de déperdition du système - ce qui est raisonnablement optimiste, qu'en 1982 la Mauritanie aura récupéré une cinquantaine de cadres c'est-à-dire que le retard sera encore considérable (50).

3.4. La situation toutefois se présente un peu différemment pour le personnel nécessaire à la Direction du Plan. Ici les besoins sont de 18 économistes or 53 étant en formation en 1975-76 on peut affirmer que si le Gouvernement dégage les crédits nécessaires le retard en Personnel de la Direction du Plan sera largement comblé.

3.5. Le gouvernement mauritanien et l'USAID sont en train de finaliser leurs accords sur un programme d'assistance intitulé "Mauritania rural sector assessment and national manpower study"

Nous sommes persuadés que c'est dans le cadre de ce projet que les questions posées par le développement rural pourraient trouver leur solution.

Tableaux détaillés par services :

- Besoins
- Niveaux
- Existant qualifié
- Existant sous-qualifié
- Déficit : manquants
postes tenus par des expatriés.

Direction de l'Agriculture

Direction de la Protection Végétale de la Nature

Direction de l'Élevage

Direction du Génie Rural

Direction de l'Hydraulique

Direction du Plan

Société Nationale du Développement Rural (SONADER)

Office Mauritanien des Céréales.

Direction de l'Agriculture - Administration Centrale

	Niveau	Profil	Prévu	Existant		Déficit		Ntes
				qual.	s/qual.	manq.	Expatrié	
<u>Direction :</u>								
Directeur	N1	Ing.agronomes	1	1	-	-	-	
Direct. adjt	N1	" "	1	1	-	-	-	(1)
Services	N1	Agronomes	4	-	-	-	4	(2)
	N2	Ing. Travaux agricoles	4	1	-	3	-	(3)
		Total	10	3	-	3	4	
				/		/		
				3		7		

- (1) de retour d'Egypte, en instance d'affectation
(2) FAC et VSN : tous deux sont actuellement en mission
(3) le titulaire est en stage en Monrovia (ADRAO)

Direction de l'Agriculture
Besoins en personnel de terrain

Profil		Sud-Est Mauritanien	Ecole rurale Kadiédi (MAU 459)	Casier pilote Gorgol 700 ha	Gorgol extension 3800 ha	Boghé casier pilote 1000 ha	Boghé extension 3000 ha	M'Pourié	Oualo fleuve	Cultures Barrages	Ferme multiplication semences	CNRADA	Direction	Récapitulation besoins	Existant en service 1977
Ing. Génie rural	N1				1	2								3	
Agro généralistes	N1	1	1	1	1	1		2	1	1	3	2		14	7 (1)
Céréaliculture	N1											1		1	
Maraiçage	N1											1		1	
Arboriculture	N1											1		1	
Pédologue	N1											1		1	
Phytopathologue	N1											1	1	2	
Canne à sucre	N1											1		1	
Zoottechnicien	N1											1		1	
Techniques cult	N1											1		1	
Météorologue	N1											1	1	2	
Econom/statis.	N1												1	1	
Entomologiste	N1												1	1	
Hydro-agric	N1												1	1	
Horticole	N1												1	1	
Coop/crédit	N1												1	1	
Anim. rurale	N1												1	2	
Pédologue	N1			1										1	
Sociologue	N1		1											1	
Ing. des trav.ruraux	N2	1		1		1								3	
Généralistes	N2														
Ressources eau					1									1	
Machinisme	N2										1			1	
à reporter		2	2	3	3	4		2	1	1	4	11	8	41	7

(suite) Direction de l'Agriculture
Besoins en personnel de terrain

report	2	2	3	3	4	2	1	1	4	11	8	41	7
Assistants T. ruraux N3 (ATER)	3		1	2		1		4				11	21 (2)
Techniciens supér. N4				5								5	
Gestionnaires Dr G _{cl} N1		1										1	
Adm.fin.) N1				1								1	
Chef serv.)												1	
adm.) N2				1								1	
comptable) N2				1								1	
				1								1	
Total	5	3	4	14	4	1	2	5	1	4	11	8	62 28

(1) 7 existants 18 attendus en fin 1977
 (2) 12 existants 9 attendus en 1977
 (tous arabophones formés en Lybie)

Expatriés niveau agronomes
 dans projets

CHINE	7	M'Pourié
	2	CNRADA
FED	2	OPPI
FED	2	(Casier pilote Gorgol
BIRD	1	(
FED	3	Barrages

	<u>Existants</u>	<u>Besoins</u>
N1	7	38
N2	12	0
N3	23	11
N4	-	5
	<hr/> 42	<hr/> 54

Direction de la Protection de la Nature

	Niveau	Profil	Prévu	Existant		Déficit		Notes
				qual.	s/qual.	manq.	expatrié	
Directeur	N1	Ingénieurs Eaux et Forêts	1 (4)	-	1	-	-	(1)
Directeur adjt	N1	" "	1	-	1	-	-	(1)
Conseiller technique	N1	Conservateur EF	1	-	-	-	1	
Chef protection nature	N1	" "	1	-	-	1	-	
Amélioration de l'espace agro-pastoral	N1	" "	1	-	1	-	-	(1)
Inspections régionales	N2	Ing. travaux EF	13	4	9	-	-	(2) (3) (5)
		Total	18	4	12	1	1	
				<u>16</u>		<u>2</u>		

- (1) Ingénieur Adjoint des techniques forestières Economie Rurale (Bambey)
- (2) issus de Nogent S/Vernisson
- (3) sur les 4 ingénieurs, 1 est détaché à la FAO, 2 à Nouakchott (= 1 au projet ceinture Verte de Nouakchott, 1 haut le pied) 1 est chef de l'Inspection d'Atar.
- (4) la RIM possède 2 ingénieurs de Nancy : 1 est détaché à l'OMVS, l'autre à la CAEAO.
- (5) les 9 postes sont tenus par des conducteurs d'économie rurale qui sont originaires de Banco (a) ou Kaedi (11).

Ministère du Développement rural - Direction de l'élevage

Postes	Niveau	Profil désiré	Postes prévus	Postes exist.		Déficit		Ntes
				qual.	s/qual.	manq.	expatrié	
Directeur	N1	docteur vétérin.	1	1	-	-	-	
Division protec- tion animale	N1	docteur vétérin.	1	-	1	-	-	(1)
Division Santé	N1	docteur vétérin.	1	-	-	1	-	
S/Directeur de zone	N1	docteur vétérin.	3	2	-	1	-	
Inspections de région	N1	docteur vétérin.	13	-	13	-	-	(2)
		Récapitulation	19	3	14	2	-	

Centre National d'Etudes et de Recherche Vétérinaire (CNERV)

Postes	Niveau	Profil désiré	postes prévus	Postes exist.		Déficit		Ntes
				qual.	s/qual.	manq.	expatrié	
Directeur	N1	Docteur vétérin.	1	-	-	1	-	(3)
Spécialistes	N1	V. microbiologie	1	-	-	-	1	(4)
	N1	V. parasitologie	1	-	-	-	1	(4)
	N1	V. zootechnicien	1	-	-	-	1	(4)
	N1	Agronome-agros- tologue	1	-	-	1	-	(5)
Ingénieurs TE	N2	pour assister spécialistes	4	-	-	4	-	
Assistants de laboratoires	N3		3	-	-	3	-	(5)
		Récapitulation	12	-	-	9	3	

(1) poste pourvu par un ingénieur des travaux d'élevage (Bac + 3 ans)

(2) postes pourvus par des assistants issus de Bamako, niveau Bac + 2 ans
- le profil minimum désirable serait ingénieur des travaux

(3) le vétérinaire titulaire est parti en spécialisation

(4) experts fournis par le FAC

(5) pas nécessaire avant 1980.

Direction du Génie Rural

Postes	Niveau	Profil	prévu	Postes exist.		Déficit		Nter
				qual.	s/qual.	manq.	expatrié	
Directeur	N1	Ing. Génie rural	1	1	-	-	-	
Directeur adjt	N1	" " "	1	-	-	1	-	
Div. périmètres irrigués	N1	Agro	1	1	-	-	-	
Ingénieurs adjts.	N2	"	2	-	2	-	-	(1)
Div. barrages et digues	N1	Ingénieur GR	1	1	-	-	-	
Ingénieurs adjts.	N2	Ingénieurs des travaux	2	-	-	1	1	
Chantiers promotion nationale	N1	Ingénieur	1	-	-	1	-	
Surveillance travaux	N1		3	-	-	-	3	(2)
		Total	12	3	2	3	4	
				<u>5</u>		<u>7</u>		

(1) Ingénieurs adjoints du GR (niveau BEPC + 2/3 ans) Bambe

(2) 3 experts FAO 1 GR, 1 agro, 1 Génie civil.

Service de l'Hydraulique

M - Annexe 1 (f)

Postes	Niveau	Profil	Prévu	Existant		Déficit		Ntes
				qual.	s/qual.	manq.	expatrié	
Directeur	N1	Ingénieur hydrologue	1	1	-	-	-	
Dir. administrative & financière	N1	Administrateur gestionnaires	1	-	-	1	-	
	N2	Chef comptable	1	-	1	-	-	
	N3	Documentaliste archiviste	1	-	-	1	-	
Dir. infrastruct.	N1	Ingénieur hydrologue	1	-	-	1	-	
Hydraulique	N3	Ingénieur trav.	1	1	-	-	-	
Bureau hydraul. pastorale	N1	Ingénieurs hydrauliciens	2	-	1	1	-	
Bureau forages	N1	Ingénieurs hydrauliciens	2	-	-	1	1	(2)
Bureau mécanique	N1	Ingénieur mécanicien spécial.	1	-	-	-	1	(1)
	N3	Ingénieur trav.	2	-	-	2	-	
Brigades régionales	N1	Ing; hydraulicien	12	-	-	12	-	
	N3	Ingénieurs trav.	13	-	6	7	-	
Div. eaux souterr.	N1	Ing hydrologue	1	1	-	-	-	
Bureau inv. réseau	N1	Ingénieur	1	-	-	-	1	
	N2	Ingénieur	1	-	-	1	-	
	N3	Archives/cartographie	2	-	-	2	-	
Bur. hydrogéologique	N1	Hydrologue	1	-	-	1	-	
	N1	Ing. études et projets Ingénieur	1	-	-	1	-	
	N1	Ing. Contrôle	1	-	-	1	-	
	N1	Essais pompage Ingénieur	1	-	1	-	-	
Bur. hydraulique	N1	Ing. études et projets. Ingénieur	1	-	-	1	-	
	N1	Dépouillement Ingénieur	1	-	-	1	-	(3)
	N1	Collecte des données. Ing.	1	-	-	1	-	
	N3	Ingénieur trav.	3	-	-	3	-	
			53	3	9	38	3	

N1 = 27 N2 = 2 N3 = 24

12

41

- (1))
 (2) (B Mondial
 (3) déficit prochainement comblé.

25

Postes	Niveau	Profil	Prévu	Existant		Déficit		Ntes
				qual.	s/qual.	manq.	expatrié	
Directeur	N1	administrateur ou économiste gestionnaires	1	1	-	-	-	
Directeur adjt.	N1	gestionnaire du développement	1	-	-	1	-	
<u>Chef études & doc</u>	N1	économ. et/ou statisticien	1	1	-	-	-	
Analyse comptabi- lité nationale	N1	macro-économiste	1	-	-	1	-	
Aménagement du territoire	N1	géographe ou planificateur	1	-	-	1	-	
Etudes	N1	économètre	1	-	-	1	-	
<u>Chef programmat° économique</u>	N1	économiste	1	1	-	-	-	
Prog. rurale	N2	agro-économiste	1	-	-	1	-	(1)
Transports	N2	économ spécialisé	1	-	-	1	-	(1)
Ress. humaines	N2	économ.spécialisé ou socio/économ.	1	-	-	1	-	(1)
Industries	N2	économ.industriel	1	-	-	1	-	(1)
<u>Chef financement et aides extér.</u>	N1	économ/financier	1	1	-	-	-	
Exp. finances publiques	N1		1	-	-	-	1	(2)
Sect° juridique	N2	juriste familia- risé aux struct, internationales	1	-	-	1	-	
Sect° balance paiements	N2	sp. problèmes ban. & fiscal management	1	-	-	1	-	(3)
Cadres de renfort	N2	économistes et/ ou équivalents	6	-	-	6	-	(4)
		Récapitulation	21	4	-	16	1	
				4		17		

(1) postes d'experts devant être fournis par la BIRD

(2) expert del. bilatérale allemande

(3) cette section doit être prochainement renforcée par 2 experts allemands et 3 canadiens

(4) à raison de deux par service.

Société Nationale de Développement Rural (SONADER)

Postes	Niveau	Profil	Prévu	Existant		Déficit		Ntes
				Qual.	s/qual.	manq.	expatrié	
Directeur général	N1	Agro.	1	1	-	-	-	
Dép. administratif	N1	Economiste ou	1	1	-	-	-	(2)
	N1	administrateur expert financier	1	-	-	-	1	
Dep. études & trav								
Chef Bureau des études	N1	Ing. Génie rural	1	1	-	-	-	
	N1	Ing. GR	1	-	1	-	-	(1)
	N2	Topographe	1	-	-	-	1	(2)
	N1	Hydrologues	2	1	-	-	1	(3)
	N1	Pédologues	3	1	-	-	2	(5)
	N2	Sociologue	1	1	-	-	-	(7)
Bureau des trav.	N1	Ing. mécanicien	2	1	-	-	1	(8)
Bureau de planification et contrôle	N1	Sociologue	1	1	-	-	-	
	N1	Expert financier et comptable	1	-	-	-	1	
	N1	Planificateur	1	-	-	-	1	
Laboratoires d'analyse de sols	N1	Pédologues	3	1	-	-	2	
Mise en valeur	N1	Agronomes/agro-économistes	4	1	-	-	3	(2) (4)
Gestion des périmètres	N1	Agronomes	1	-	1	-	-	(9)
Vulgarisation formation	N1	Agronome	1	1	-	-	-	(9)
Coordination de terrain	N1	Agronomes	5	2	-	-	3	(1)
	N1	Ing. GR	1	-	-	-	1	(1)
	N1	Sociologue formateur	1	-	-	-	1	(1)
	N3	Ing. des travaux	3	-	3	-	-	(1)
Récapitulation			36	13	5	-	18	

Note explicative du tableau d'effectif

- (1) Cet ingénieur est issu de l'école de Ouagadougou
- (2) Expert de la Banque Mondiale arrivé en 1877, disponible pour une période de 3 ans
- (3) L'hydrologue national est en cours de recrutement. Il a été formé en Yougoslavie
- (4) L'expatrié appartient à la bilatérale RFA
- (5) Le pédologue national a été formé en Egypte
- (6) Assistance bilatérale canadienne et belge
- (7) Actuellement en stage
- (8) Formé à Bordeaux
- (9) Ingénieur des travaux agricoles (Bambey) BEPC + 4 ans
- (10) Répartition des expatriés = SATEC 2, Italiens 2
- (11) Italien
- (12) Sont en réalité des conducteurs issus de Kaédi (BEPC + 2 ans)

Office National des Céréales

Postes	Niveau	Profil	Prévu	Existant		Déficit		Ntes
				qual.	s/qual.	manq.	expatrié	
Direction								
Directeur	N1	Administrateur civil	1	1	-	-	-	
Directeur adjt.	N2	Administrateur ou économiste	1	-	1	-	-	(1)
Commercialisation	N1	Ing. Agroéconom.	1	-	-	-	1	(2)
	N2	Ing. T. ruraux	1	-	1	-	-	(3)
Administration	N1	Administrateurs	2	1	-	1	-	
	N1	Expert comptable	1	-	-	-	1	(2)
	N2	Comptable	1	-	1	-	-	
Service technique	N2	Garage entretien	3	-	1	1	1	
Agences régionales	N2/3	Chefs d'agence	13	-	13	-	-	(4)
		Récapitulation	24	2	17	2	3	

- (1) Poste occupé par un ingénieur adjoint d'économie rurale
(2) RFA
(3) Poste tenu par un conducteur des travaux ruraux (Kéliédi)
(4) Postes occupés par des éléments de niveau BEPC.

Assistance technique étrangère
au Service du Développement rural

Assistance	Service d'affectation	Nbre	Profil	Total
FED	DA,OPPI Gorgol Uodh	2	Agro)	10
		2	Agro)	
		3	Ingénieurs)	
		1	Gestionnaire)	
		2	Chefs mécaniciens)	
FAC		5	Agros)	18
		2	Hydrauliciens)	
		1	Ingénieur topographe)	
		1	Ingénieur,GR)	
		2	Ingénieurs travaux ruraux)	
		1	Ing. travaux Eaux et Forêts)	
		5	Vétérinaires)	
		1	Biochimiste)	
CHINE		7	Divers M'Pourié	7
R.F.A.		1	Agro)	3
		1	Agro-économiste)	
		1	Comptable)	
PNUD		1	Agro-économiste)	7
		1	Ing. Machinisme agricole)	
		1	Ing. civil GR)	
		2	Ingénieurs GR)	
		1	Hydrologue)	
		1	Agrométéorologue)	
BIRD		2	Ingénieurs GR)	7
		2	Agronomes)	
		1	Topographe)	
		1	Ingénieur mécanicien)	
		1	Gestionnaire)	
AUTRES		2	Agros	2
Total				54